

Un scandale de corruption affaiblit le gouvernement Rajoy en Espagne

LE MONDE | 06.11.2014 à 10h26 • Mis à jour le 06.11.2014 à 10h35 |

Par Isabelle Piquer (Madrid, correspondance)



Le premier ministre conservateur Mariano Rajoy ,à Madrid, le 3 novembre. | Andres Kudacki/AP

Pas facile d'être Mariano Rajoy en ce moment. Le chef du gouvernement espagnol se retrouve à nouveau dans une tourmente de scandales de corruption qui frappent de plein fouet le Parti populaire (PP, droite) au pouvoir. Une affaire de marchés publics truqués implique de nombreux élus locaux dont l'ex-secrétaire général du PP à Madrid, Francisco Granados. L'« opération Punica » a conduit à l'interpellation d'une cinquantaine de personnes, parmi lesquelles nombre de responsables du PP, à Madrid et dans plusieurs mairies et régions autonomes. Ils auraient perçu des pots-de-vin en échange de l'attribution de contrats d'une valeur d'environ 250 millions d'euros.

Le mois d'octobre avait commencé par le scandale des cartes de crédit de complaisance, les « tarjetas black » de Bankia et de Cada Madrid, des banques qui avaient dû être nationalisées durant la crise financière. L'affaire a éclaboussé, entre autres, Rodrigo Rato, ancien directeur général du Fonds monétaire international (FMI) et ministre de l'économie sous le gouvernement de José Maria Aznar. M. Rato a depuis été expulsé du PP, ainsi que douze autres militants.

Face au tollé, M. Rajoy a dû s'excuser publiquement, le 28 octobre, d'avoir « désigné à des postes de responsabilité des personnes qui n'en étaient pas dignes ». Le chef du gouvernement a demandé pardon à ses concitoyens, indignés par le scandale. Une indignation qu'il a dit partager, mais sans annoncer de mesures en faveur de la transparence. D'autres affaires traînent toujours dans les tribunaux. Notamment celle de l'ancien trésorier du PP, Luis Barcenas, emprisonné depuis juin 2013 pour fraude fiscale, sur le financement irrégulier présumé du parti et le versement d'enveloppes d'argent à ses dirigeants durant ces vingt dernières années. Il serait également impliqué dans une vaste affaire de corruption, baptisée « Gürtel », qui éclabousse les conservateurs depuis 2009.

Systeme politique doublement verrouillé

Pourquoi ces scandales à répétition ? Le système politique est doublement verrouillé, ce qui explique l'impasse actuelle, affirme Elena Costas-Pérez, économiste de l'Université autonome de Barcelone. D'une part, « *les élus locaux ont d'énormes pouvoirs en termes d'allocation de contrats, et c'est au niveau des municipalités que se sont produites les plus grosses affaires, notamment dans l'immobilier* ». D'autre part, « *le système de listes fermées n'encourage pas à la responsabilisation des politiques. Les électeurs continuent donc de voter pour le parti avec lequel ils sympathisent, en marge des brebis galeuses* », ce qui s'est passé jusqu'à présent, « *ou n'ont d'autre choix que de le rejeter en bloc* ». Car cette fois-ci, M. Rajoy pourrait bien payer le prix des scandales dans les urnes. Sa seule consolation est de savoir que le ras-le-bol des Espagnols inclut le Parti socialiste (PSOE), également éclaboussé par les affaires.

D'après les derniers sondages, Podemos (« Nous pouvons »), une formation politique de la gauche radicale issue du mouvement des *indignados* (« les indignés »), se situerait désormais en tête des intentions de vote. Selon

l'institut Metroscopia, la jeune formation recueillerait 27,7 % des voix, presque 14 points de plus qu'il y a un mois, face au PSOE (26,2 %) et au PP, qui s'effondrerait avec seulement 20,7 %. Interviewé quelques jours après le sondage, son dirigeant, Pablo Iglesias, a déclaré qu'il devait son succès à la corruption, « *fruit de la décomposition du système politique* » et qu'il travaillait déjà à « *remporter une majorité absolue* ».

Isabelle Piquer (Madrid, correspondance)
Journaliste au Monde